

# ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

## Informations du Guatemala

4<sup>e</sup> Année/ N° 175

Du 13 au 19 juin 1986



### POLITIQUE

La CDHG parle de politique d'inaction qui permet la répression  
Il est dangereux de témoigner devant les tribunaux  
Le Guatemala et le Salvador ont l'intention d'éliminer le groupe Contadora  
Neutralité active  
Nouveau départ du CONDECA  
Cerezo se rendra au Mexique  
L'Armée a exterminé certaines espèces de la faune  
L'Aid appuie les stérélisations massives et involontaires

### ECONOMIQUE

La Guatemala contracte un emprunt à court terme

### INSURRECTION

Affrontements violents entre l'ORPA et l'Armée  
L'ORPA occupe des plantations et des routes  
Attaque de l'EGP portée contre la garnison militaire située au nord-ouest

### SITUATION SOCIALE

Difficultés autours de la création d'un sundicat

### DROITS DE L'HOMME

Enlèvement d'un syndicaliste  
Des policiers enlèvent un industriel et des travailleurs  
Des américains se déclarent solidaires du GAM

### POLITIQUE

#### LA CDHG PARLE DE POLITIQUE D'INACTION QUI PERMET LA REPRESSION

Le 11 juin, à Montevideo, le Directeur Exécutif de la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala -CDHG-, José Bernal signalait que ledit organisme dispose de documents sur la disparition et les exécutions extra-judiciaires de 60 personnes, au cours du dernier mois. Le chiffre correspondent à une année atteint les 700 personnes.

#### IL EST DANGEREUX DE TEMOIGNER DEVANT LES TRIBUNAUX

Le 13 juin, les proches de personnes disparues, rassemblés au sein du Groupe d'Appui Mutuel -GAM- indiquaient qu'il était dangereux de se présenter devant les tribunaux pour témoigner étant donné qu'il n'existe pas, au Guatemala, des conditions minimales de sécurité visant à protéger la vie et l'intégrité physique de la personne.

40 P. 12315

Montenegro Nineth, Présidente du GAM, précisait que récemment il y a eu des cas de personnes qui se sont vues obligées de quitter le pays sous des menaces de mort pour avoir demandé, de par leur témoignage, que justice leur soit rendue.

#### LE GUATEMALA ET LE SALVADOR ONT L'INTENTION D'ELIMINER LE GROUPE CONTADORA

Dans une déclaration conjointe, publiée le 17 juin, dans le journal mexicain "La Jornada", quarante organisations mexicaines parmi lesquelles des partis politiques, des syndicats et des groupements démocratiques, lançaient un appel aux gouvernements de Contadora et ceux qui l'appuient afin "de ne pas permettre la frustration des nouveaux espoirs de paix en Amérique Centrale du fait des provocations orchestrées par l'Administration Reagan et par ses alliés, les gouvernements du Guatemala et du Salvador, principalement".

En outre, les organisations condamnent "les soi-disantes leçons de démocratie" que les gouvernements alliés des Etats-Unis ont essayé de prodiguer au Nicaragua, "car ce sont eux, et plus spécifiquement le Guatemala et le Salvador, qui ont camouflé les pires génocides commis en Amérique Latine et qui ont entravé la démocratisation de leurs populations".

#### NEUTRALITE ACTIVE

Le 13 juin, des observateurs diplomatiques cités par les milieux de presse locaux, mettait en exergue le fait que la position de "neutralité active" prônée par le Président Vinicio Cerezo comme le fondement même de sa politique américaine envers l'Amérique Centrale.

D'après ce commentaire, le Guatemala concentre son attention sur la mise sur pied du Parlement centre-américain que devrait à l'avenir se substituer au groupe de Contadora.

#### NOUVEAU DEPART DU CONDECA

Le 12 juin, le Chef des Forces Armées du Honduras, le Général Humberto Regalado, indiquait, à Tegucigalpa, que son pays, de conserve avec le Guatemala et le Salvador, a entamé des conversations destinées à réactiver le Conseil de la Défense Centre-Américain le CONDECA.

Le militaire a exclu le Nicaragua de par la nature "communiste" de son gouvernement et, il a indiqué que cette relance du CONDECA aurait comme objectif de faire face "à toute action émanant de l'extérieur du continent et qui aurait comme base ou comme point d'appui le Nicaragua".

#### CEREZO SE RENDRA AU MEXIQUE

Le 16 juin, le Ministre des Relations Extérieures, Mario Quiñonez, signalait que le Président Vinicio Cerezo se rendrait en voyage officiel au Mexique, début juillet. Le fonctionnaire a par ailleurs précisé que Cerezo s'entretiendrait avec le Président mexicain, Miguel de la Madrid, sur différents thèmes afférents à la coopération commerciale et économique, à la balance des paiements, aux réfugiés et à l'exploitation des eaux internationales.

#### L'ARMEE A EXTERMINER CERTAINES ESPECES DE LA FAUNE

Le 11 juin, le Vice-Ministre de la Culture et des Sports, Francisco Way Medrano déclarait que l'Armée s'était rendue responsable de l'extermination d'espèces animales dans le département septentrional de El Petén. Parmi les espèces touchées, signalons les pigüilles ou canard d'El Petén et les oiseaux connus sous le nom de "chachas".

L'information divulguée par le fonctionnaire repose sur des dénonciations formulées au cours des mois antérieurs par le groupe des archéologues qui effectuaient des travaux de fouilles et de restaurations dans le Parc National Tikal, un des centres touristiques les plus importants du pays.

#### L'AID APPUIE DES STERELISATIONS MASSIVES ET INVOLONTAIRES

Le 11 juin, le député Carlos Gehlert Matta dénonçait le fait que l'Agence Internationale pour le Développement -AID- du gouvernement des Etats-Unis est l'instance que chapeaute les campagnes de stérélisation massives et involontaires au Guatemala.

La déclaration du parlementaire a remis à jour les dénonciations que l'Archevêque métropolitain, Próspero Penados del Barrio avait rendues publiques, à ce propos, à la mi-1985.

#### ECONOMIE

##### LE GUATEMALA CONTRACTE UN EMPRUNT A COURT TERME

Le Congrès de la République, dirigé par les démocrates-chrétiens a approuvé, début juin, une enveloppe d'emprunts pour une valeur de 287 millions de US\$, c'est à dire 98 millions de moins que ce qui avait été initialement demandé par le Président Vinicio Cerezo et constitué pour 85% de la somme d'emprunts à court terme. Cette information provient de la presse locale et a été divulguée dès le 18 juin.

De par cette nouvelle enveloppe, la dette publique augmente pour atteindre 3.018 millions de US\$, ce qui revient à dire que pour les cinq prochaines années le Guatemala sera redevable de 2.277 millions de US\$.

#### INSURRECTION

##### AFFRONTEMENTS VIOLENTS ENTRE L'ORPA ET L'ARMEE

Le 18 juin, un communiqué insurrectionnel signalait que les effectifs de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- avaient occasionné à l'armée gouvernementale, au cours d'un long affrontement survenu le 16 juin dans la zone du volcan Tajumulco, dans le département occidental de San Marcos, la perte de 9 hommes. Au cours de cet affrontement, les rebelles se sont emparés de plusieurs armes.

L'ORPA déplore la mort, au combat, d'un combattant insurrectionnel et dénonce l'existence de nombreux médicaments stimulants administrés aux soldats permettant de faire durer leur agressivité durant le combat".

##### L'ORPA OCCUPE DES PLANTATIONS ET DES ROUTES

Le 17 juin, selon un communiqué rebelle, on apprenait que l'ORPA avait occupé 13 plantations de café, un village et 3 tronçons de routes au sud-ouest du pays, entre le 4 et le 12 juin.

Les actions insurrectionnelles sont déroulées dans les municipalités de Santa Barbara, Patulul et Chicacao, dans le département de Suchitepèquez, et sur la route interaméricaine, des lieux où les effectifs de l'ORPA ont organisé des réunions politiques avec les villageois et les voyageurs.

##### ATTAQUE DE L'EGP PORTEE CONTRE LA GARNISON MILITAIRE SITUEE AU NORD-OUEST

Le 13 juin, l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- signalait "qu'en réponse à la campagne répressive lancée par l'armée gouvernementale contre la population civile, des unités de l'EGP avaient attaqué, le 10 juin, une garnison militaire située au nord-ouest du pays et causé un nombre indéterminé de pertes".

Cette attaque, qui a duré une heure, s'est effectué contre la garnison de l'Armée située sur le terrain "Mónaco", dans la municipalité de Ixcán, dans le département de El Quiche.

#### SITUATION SOCIALE

##### DIFFICULTES AUTOURS DE LA CREATION D'UN SYNDICAT

Neuf travailleurs du téléphérique de la ville de Amatitlán, dans le département de Guatemala, ont été licenciés, le 10 juin, sur instructions de Ministère du Travail, étant donné qu'ils organisaient un syndicat opposé au gouvernement.

Le 12 juin, le Ministre du Travail, madame Catalina Soberanis, signalait que les travailleurs de l'Etat ne pouvaient se syndiquer étant donné le "vide juridique" existant en la matière.

#### DROITS DE L'HOMME

##### ENLEVEMENT D'UN SYNDICALISTE

Le 16 juin, l'Union Syndicale des Travailleurs du Guatemala -UNSI TRAGUA- dénonçait le fait que le Secrétaire Général du Syndicat des Travailleurs Agricoles de la propriété "Hopy", S.A., du département septentrional de Izabal, Bejamin Borja Leonardo, avait été enlevé par des éléments de sécurité gouvernementale, le 12 juin.

Les syndicalistes ont demandé au gouvernement et aux patrons de la propriété de faciliter les démarches pour que réapparaisse rapidement et en vie, le dirigeant enlevé.

##### DES POLICIERS ENLEVENT UN INDUSTRIEL ET DES TRAVAILLEURS

Le 12 juin, des effectifs du Commando de Combat -CC- de la Police Nationale, enlevait l'industriel Sócrates Safie Pérez, âgé de 53 ans, propriétaire de l'entreprise "Nationale d'Aliments" et deux travailleurs de cette même entreprise. Cette information provient des dénonciations des travailleurs.

Les employés Hugo Sánchez et Moisés Moreno Lima ont été livrés la nuit du jour même de l'enlèvement dans un secteur de sud de la ville de Guatemala, mais on ne connaît pas le lieu de détention de l'industriel.

##### DES AMERICAINS SE DECLARENT SOLIDAIRES DU GAM

Le 16 juin, des citoyens américains, membres de l'organisation humanitaire "Finding", ayant son siège dans l'état de Winsconsin, demandaient au Président Vinicio Cerezo qu'il mette un terme aux violations des Droits de l'Homme et ils ont manifesté leur solidarité pour le travail effectué par le Groupe d'Appui Mutuel -GAM- composé des proches des personnes détenues et disparues.

Finding a prié instamment Cerezo d'adopter des mesures qui permettent d'enrayer les assassinats et les disparitions et pour qu'il octroie une dérogation au décret-loi 8-86, qui accorde l'amnistie aux militaires et fonctionnaires compromis dans les actes de répression.